



Faire participer les citoyens à l'évolution de l'Europe



Éditorial

Le printemps dernier, l'Assemblée des Régions d'Europe a publié son premier "Dossier thématique" sur le rôle central que les régions doivent jouer pour développer le tourisme durable en Europe. A la veille des "Etats Généraux" des régions européennes à Poznan, Pologne, les 27-28 novembre 2003, le présent Dossier se penche sur les relations encore plus profondes entre les régions et la démocratie en Europe.

Depuis sa création en 1985, l'ARE ainsi que ses régions membres ont vu avec inquiétude décliner la participation électorale, l'adhésion à des organisations politiques et surtout la confiance placée dans les acteurs politiques. Nous sommes particulièrement préoccupés par cet état de la démocratie participative, puisqu'il mine les fondements même sur lesquels nous construisons le régionalisme. Les régions sont proches des citoyens et sont par conséquent les mieux à même de répondre démocratiquement à leurs aspirations et de résoudre leurs problèmes économiques et sociaux. Ce n'est donc ni la première ni la dernière fois que nous nous penchons sur l'enjeu de la démocratie en Europe, mais c'est un rappel constant du travail qu'il nous reste à accomplir. Nous espérons que ce dossier contribuera à une réflexion approfondie.

Cordialement <

Liese Prokop

Présidente de l'ARE

Vice-Ministre Présidente de Basse-Autriche (A)

ÉVÉNEMENT À VENIR

LES "ETATS GÉNÉRAUX" DES RÉGIONS D'EUROPE ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ARE 2003 AURONT LIEU À POZNAN, POLOGNE, LES 27-28 NOVEMBRE 2003. AUTOUR DU THÈME CENTRAL "LES RÉGIONS FONT PARTICIPER LES CITOYENS À L'ÉVOLUTION DE L'EUROPE : L'IMPORTANCE DE LA DÉCENTRALISATION POUR L'ENGAGEMENT DES POPULATIONS", CETTE MANIFESTATION SERA UNE PLATE-FORME STRUCTURÉE POUR LES RESPONSABLES POLITIQUES RÉGIONAUX, POUR LEUR PERMETTRE DE DÉBATTRE ET DE PRENDRE DES DÉCISIONS SUR LES QUESTIONS DE LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE.

La démocratie en déroute

Le 4 juin 1989, 65 % des électeurs polonais inscrits sont allés voter lors des premières élections libres et transparentes depuis plus de 40 ans. Le fait même que ces élections aient lieu était un événement historique et a représenté un tournant dans l'histoire de la démocratie. Tout aussi remarquable que les élections en elles-mêmes fut le résultat unanime, qui a montré on ne peut plus explicitement l'importance de la démocratie aux yeux de la population polonaise. Solidarnosc, bien sûr, en tant que symbole de la liberté politique et de l'ouverture, a gagné chaque siège parlementaire brigué. Mais les votes pour Solidarnosc étaient plus que le vote pour un parti politique ; il s'agissait de l'affirmation définitive d'un grand mouvement social basé sur la définition d'une participation citoyenne de grande envergure.

À l'est...

Or, en 2001, à peine 12 ans après la chute du régime communiste en Pologne, ce fut moins de la moitié des électeurs polonais qui participèrent aux élections parlementaires. Et, tout comme en 1989, le résultat fut encore plus étonnant que le phénomène en lui-même : l'ancien parti communiste SLD-UP sortit des élections comme gouvernement minoritaire, tandis que les deux partis qui avaient formé Solidarnosc ne remportèrent aucun mandat parlementaire.

Mais ce sont bien plus que les tendances électorales qui ont changé en Pologne. Le "Center for the Study of Global Governance" de la London School of Economics vient de classer la société civile polonaise - celle-là même qui avait défié les notions traditionnelles de la participation politique - comme la 26^e démocratie occidentale la moins active sur 33.

Malheureusement, les difficultés croissantes de la Pologne ne sont pas uniques en leur genre en Europe de l'Est. En République tchèque, le parti communiste est de plus en plus populaire et compte le plus grand nombre d'adhérents de tous les partis politiques tchèques. Lorsque la Hongrie choisit de quitter le bloc soviétique en 1990, elle le fit avec l'approbation de 75 % des électeurs exerçant leur droit de vote nouvellement acquis ; lorsque le pays décida d'adhérer à l'Union européenne en 2003, ils n'étaient que 46 % à aller aux urnes.

Pour ce qui est du référendum en Lituanie (et en Pologne), où il faut avoir 50 % des votes pour remporter un référendum, les bureaux de vote

ont dû rester ouverts un jour de plus pour garantir une participation électorale suffisante. En fait, dans presque tous les Etats candidats à l'adhésion, la question de l'adhésion à l'UE était moins celle de savoir si suffisamment de personnes répondraient par "oui" que celle de savoir si suffisamment de personnes iraient voter.

...À l'ouest

Cependant, ce serait un leurre de croire que ces tendances n'existent que dans les nouvelles démocraties en Europe. Tandis que l'Europe de l'Est assistait à une résurrection de la gauche, les électeurs



Se sentant ignorés...

en Europe occidentale ont redynamisé la droite, voire parfois l'extrême droite. Sans vouloir porter un quelconque jugement politique, tout ceci a représenté un changement profond.

Ceci ne signifie pas qu'une grande énergie ait été investie dans ce processus. La participation électorale a diminué partout depuis les années 80 et la participation citoyenne ne joue plus qu'un rôle insignifiant dans la vie. Moins d'un quart des électeurs anglais ont participé aux élections du Parlement européen de 1999 et seulement 30 % avaient participé aux élections locales de l'année précédente. L'eurobaromètre a révélé que dans l'ensemble de l'Europe, seulement une personne sur deux appartient à une association ou organisation quelle qu'elle soit. Ceux qui veulent s'impliquer optent souvent pour des organisations non traditionnelles telles que Greenpeace, ATTAC, ou autres grands mouvements sociaux plutôt que pour des partis politiques ou des partis de gouvernement.

...Et au-delà

Pour éviter de faire endosser toute la faute aux citoyens, il faut mentionner également que la communication avec les instances décisionnelles semble être coupée par le haut. Plus de 75 % de

Suite de la page 1...

tous les Européens se sentent mal informés sur leurs droits en tant que citoyens européens, et seulement 26 % ont déjà entendu parler du Comité des Régions - une institution créée spécialement pour rapprocher l'UE de ses citoyens.

Mais peut-être aussi la population a-t-elle simplement peur d'apprendre ce qui se passe. Le baromètre de la corruption mondiale de "Transparency International" pour 2003 indique que presque 50 % des Européens considèrent que la corruption

sévît de manière "très significative" tant dans le monde des affaires que dans le monde politique et presque un tiers dit qu'elle a un impact majeur sur la culture et les valeurs de la société. Un autre rapport indique que les citoyens de chaque pays membre de l'UE souhaiteraient éliminer la corruption dans les partis politiques avant tout autre domaine de leur société.

Mais les résultats statistiques peut-être les plus importants sont ceux d'Eurobaromètre indiquant

qu'il y a dans l'Union européenne plus de citoyens insatisfaits de la démocratie que satisfaits. Ceci laisse penser que la baisse de la participation électorale et le changement d'orientation politique modifient les fondements de la démocratie européenne, tout en étant le produit même de ces démocraties en quête de transformation. Il faut interpréter les tendances dérangeantes dans nos sociétés civiles non pas comme la défection des citoyens face à la démocratie - mais comme l'échec de la démocratie qui abandonne ses citoyens. <

Où la démocratie s'est-elle perdue ?

LES CITOYENS EUROPÉENS SE SENTENT ÉTRANGERS À LEUR ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET SI L'ON VEUT ARRÊTER CE MOUVEMENT, IL FAUT IMPÉRATIVEMENT EN COMPRENDRE LES RAISONS.



Photo : AER

...les citoyens tournent le dos à la politique

Virages à gauche et virages à droite

La première raison qui sous-tend cet éloignement est l'échec des dirigeants politiques actuels pour ce qui est de résoudre les problèmes spécifiques liés à l'économie, aux services publics et à l'immigration. Ceci est démontré par le changement actuel d'orientation politique en Europe - tant vers la gauche que vers la droite - et la popularité dont jouissent les mouvances extrémistes est bien plus l'expression d'une révolte contre l'ordre ancien que l'adhésion en toute conviction à un ordre nouveau.

Les Européens de l'Est ne ressentent pas vraiment le désir de revenir au communisme lorsqu'ils votent pour les Communistes. Lorsque les Tchèques disent que le parti communiste est le meilleur garant de la sécurité des citoyens et le deuxième lorsqu'il s'agit de garantir les droits humains (après les Catholiques) - comme l'a révélé une enquête récente auprès de l'opinion publique effectuée par un institut de recherche - "ils votent simplement, selon l'analyste tchèque Jan Culik, pour le seul parti qui n'ait pas été entaché au cours des dix dernières années par tous les scandales qui ont accompagné la privatisation, et qui n'est pas responsable du mauvais état actuel de l'économie tchèque".

Et pratiquement la même chose peut être dite concernant la popularité de la droite en Europe occidentale. Il est clair que la plupart des citoyens ne sont pas d'accord avec la politique d'immigration raciste de l'extrême droite, mais ce qu'ils soutiennent, ce sont les efforts déployés pour combattre l'insécurité, allant de la criminalité croissante et du chômage, aux services sociaux condamnés à long terme. La population veut exprimer qu'elle

préférerait essayer des modèles autres que ceux de "l'establishment politique" actuel plutôt que de continuer à ne rien faire avec lui.

En cours de route

Mais il y a une raison plus profonde encore pour laquelle les citoyens se sentent éloignés de leurs gouvernements. Ils pensent que si les politiques gouvernementales ont échoué, c'est justement parce les politiques n'ont pas écouté en premier lieu ce qu'eux, les citoyens, souhaitaient.

Dans beaucoup de cas, c'est le processus de consultation qui est déficitaire. Bob Rae, ancien Premier Ministre de l'Ontario, Canada, a déclaré qu'en Europe et en Amérique du Nord, "l'abondance des promesses faites et la fréquence avec laquelle celles-ci n'étaient pas tenues par la suite entraînaient une immense désillusion dans la population". Et même lorsque les gouvernements s'efforçaient de tenir leurs promesses, c'était souvent au détriment de solutions novatrices. Si le programme d'un parti ne peut guère être distingué de celui du parti adverse, ou bien lorsqu'un gouvernement suit aveuglément l'ordre du jour proclamé durant la campagne électorale sans tenir compte des circonstances qui ont peut-être changé, les citoyens dénoncent un dialogue politique de sourds.

Bob Rae rappelle de manière exemplaire un conseil politique qu'on lui avait donné un jour : "La règle d'or pour un parti d'opposition est de ne jamais poser une question pour laquelle on ne connaît pas déjà la réponse". Il faut bien voir que lorsque les politiques affichent une telle réticence à de nouvelles idées, il ne faut pas s'étonner que la population renonce à leur dire ce qu'elle pense, ne va plus voter et n'adhère plus à des organisations politiques.

Mais il est également intéressant de noter le rôle que les partis politiques eux-mêmes peuvent jouer pour ce qui est de nourrir les désillusions. Les partis, surtout ceux des démocraties parlementaires européennes, ont une influence très grande sur leurs députés parlementaires et trompent les aspirations des citoyens au lieu de les défendre. Le débat en Grande-Bretagne concernant la guerre en Irak a été un phénomène très révélateur de cet état de fait. En outre, parce que souvent une petite minorité de la population verse des ressources financières aux partis, ils offrent un accès

politique distordu à ceux qui sont suffisamment riches et bien placés pour cela.

Un adage populaire dit que tout peuple a bien mérité ses gouvernants. Cet adage ne résiste cependant pas à une vérification si les seuls candidats à une élection sont les produits d'une politique de parti qui dépend du financement de certains lobbies. Dans ce cas, un gouvernement devient opaque pour les électeurs actifs et ils chercheront à gagner en influence à l'extérieur des partis traditionnels.

→ Des électeurs européens désabusés mentionnent d'autres problèmes plus systémiques. Des institutions de portée internationale telles que l'Union Européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce - battant le pavillon de la mondialisation - sont à l'origine de nouvelles inquiétudes pour les Européens, tout en limitant leurs possibilités de recours. Par conséquent, la libre circulation des biens, des personnes et de l'information fait naître de nouvelles incertitudes concernant les intérêts économiques en jeu, tout en favorisant l'érosion des sociétés et cultures traditionnelles.

Le pire reste que les citoyens ont l'impression qu'en plus d'être à l'origine de tels problèmes, cette nouvelle forme de gouvernance a entraîné un "déficit démocratique" qui bride leurs possibilités de réagir efficacement. Chacune des institutions de l'UE hormis le Parlement se réunit et discute à huis clos, privant les citoyens d'informations fondées et de leurs possibilités d'exercer leur influence ; les gouvernements, de leur côté, sont perçus comme disposant de peu d'informations concernant leurs citoyens. Se sentant exclus et n'ayant pas de moyens de recours, les Européens ne se sentent pas particulièrement enclins à participer proactivement à la politique. Par contre, ils se sentent enclins à s'abstenir de la politique avec un certain cynisme et à soutenir les mouvements anti-UE et anti-mondialisation, qui leur promettent au moins de les écouter.

Globalement, les citoyens se sentent étrangers à la politique parce qu'une relation étroite horizontale entre le gouvernement et eux fait défaut. Par conséquent, si l'on veut reconstruire la démocratie en Europe, c'est cette relation qu'il s'agit de redécouvrir. <

À la recherche d'une nouvelle voie

DES NATIONS UNIES À LA BANQUE MONDIALE EN PASSANT PAR L'ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT (OCDE), LA GOUVERNANCE DÉCENTRALISÉE EST CONSIDÉRÉE COMME LA MEILLEURE PRATIQUE. C'EST LÀ QUE L'ON PEUT AUSSI TROUVER UNE VOIE PERMETTANT DE RENOUER LES RELATIONS ENTRE LES CITOYENS ET LEUR GOUVERNEMENT.

Photo : Győr-Ménfőcsanak-Región



Coopérer pour l'intégration : l'Assemblée Générale de l'ARE à Sopron (nov. 2001)

La co-responsabilité

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un gouvernement décentralisé signifie que "les autorités sont restructurées de telle sorte qu'il y ait un système de co-responsabilité entre les instances de gouvernement du niveau central, régional et local, conformément au principe de subsidiarité".

Deux notions importantes sous-tendent cette définition : la première est celle de "co-responsabilité", qui tente de mettre fin à l'entendement erroné d'une séparation des compétences claire entre les différents niveaux de gouvernement. Lorsque la prise de décision est aussi hiérarchisée, chaque niveau mène une politique différente des autres. Étant donné que les politiques prônées par un niveau gouvernemental ne sont pas forcément soutenues par les autres - songeons, à titre d'exemple, à la position différente adoptée par l'UE et par les gouvernements nationaux et locaux concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM) - ceci représente une approche imparfaite pour la solution des problèmes.

Avec la co-responsabilité, par contre, tous les niveaux de gouvernement coopèrent et sont responsables les uns envers les autres dans l'objectif d'obtenir les meilleurs résultats ; ceci promeut la démocratie d'une double manière. Premièrement, cela garantit que plus d'aspirations des citoyens soient pris en compte : par exemple, lorsqu'il s'agit de réglementer les implantations industrielles, les gouvernements nationaux sont responsables de la croissance économique et de l'emploi, tandis que les gouvernements locaux doivent veiller à l'impact environne-

mental. Si les décisions finales sont prises en co-responsabilité et non uniquement sur la base de compétences strictement délimitées, les citoyens ont la garantie que l'un des niveaux politiques ne viendra pas supplanter l'autre. Deuxièmement, les citoyens ont plus d'opportunités d'exercer une influence dans ce système ; lorsque les élections locales et régionales peuvent avoir un impact à Bruxelles, le besoin de se tourner vers de grands mouvements sociaux ou des mouvances anti-européennes se fera moins sentir.

→ Mais tandis que les régions se battent pour une plus grande représentation en Europe, elles doivent également se rappeler que l'enjeu global est une plus forte représentation des citoyens. C'est pourquoi il serait avisé que les régions appliquent la co-responsabilité de manière plus généralisée et qu'elles examinent si leurs propres systèmes sont construits de manière horizontale et s'ils sont accessibles à d'autres que les partis politiques et leurs bailleurs de fonds. Si ce n'est pas le cas, la décentralisation au niveau européen ne représentera probablement jamais un remède efficace aux désillusions des populations.

Une plus grande ouverture aux ONG et autres organisations de la société civile représente une possibilité de garantir que les enjeux de tous les secteurs de la société soient pris en compte dans la politique régionale ; des seuils plus bas pour une représentation parlementaire et un réexamen des lois régissant les campagnes électorales et la transparence en sont d'autres. "E-government", la gouvernance en ligne, jouera certainement un rôle majeur dans les démocraties à l'avenir, et des mesures doivent être prises pour développer la communication en ligne et garantir un accès facile au grand public. La démocratie directe peut représenter un moyen important pour les citoyens d'exprimer leur opinion sur des sujets d'actualité tels que la Constitution européenne. L'enjeu majeur est cependant que toute personne concernée par le système - et pas seulement les différents niveaux de gouvernement - se sente responsable de développer et d'imposer une bonne politique.

la subsidiarité

Toute politique doit être mise en œuvre et le concept de subsidiarité, selon l'UE, stipule "une prise de décision la plus proche possible du citoyen". La subsidiarité reconnaît que différents groupes de personnes ont des besoins différents, ce qui permet aux gouvernements de tailler sur mesure leurs services. Par exemple, au lieu d'un programme national de développement, plusieurs programmes régionaux seront plus à même de répondre aux besoins spécifiques des territoires. Les services devenant plus individuels, la politique courra moins le risque de passer outre aux aspirations des citoyens.

Pour que le système soit crédible et efficace, il faut cependant que les régions et collectivités locales construisent des services publics efficaces et conviviaux. La gouvernance en ligne (e-gouvernement) est un instrument important de l'efficacité et doit être intégrée à ce processus. La coopération interrégionale permet de trouver les meilleures pratiques et les solutions les plus efficaces à des problèmes communs. Toute corruption, quelle qu'elle soit, bien évidemment, n'entraîne que le gâchis et l'inefficacité ; des programmes gouvernementaux inutiles aussi gaspillent des fonds qui pourraient être consacrés à des tâches plus utiles.

→ Le nombre important de nouvelles adhésions aux grands mouvements sociaux indique clairement que les citoyens ne sont pas tombés dans l'apathie politique. Mais si l'objectif majeur doit être d'impliquer plus étroitement les citoyens dans la politique gouvernementale, le défi à relever consiste à établir des forums créatifs au sein des structures existantes pour bien canaliser ces énergies. Pour cela, il faut prendre conscience du fait que certaines politiques peuvent mieux être mises en œuvre par les niveaux subsidiaires, jusqu'à la société civile. Ceci responsabilise directement les citoyens pour les programmes qui les concernent au plus près et garantit par là même que leurs besoins soient effectivement pris en compte.

Les régions et collectivités locales occupent une position privilégiée pour réaliser ce volet de la subsidiarité parce qu'elles disposent des meilleures connaissances concernant les services susceptibles d'être transférés à leurs citoyens. Elles doivent donc continuellement vérifier la bonne gestion de leurs dossiers, de la culture au tourisme, en passant par l'environnement, et décider si une ONG ou une autre instance autonome ne répondrait pas mieux aux intérêts des citoyens.

Ceci ne signifie pas automatiquement, bien sûr, que le gouvernement renonce à sa fonction de coordination d'ensemble. Avec la co-responsabilité, tous les niveaux coopèrent à la prise de décision et les régions et collectivités locales seraient en bout de chaîne responsables du contrôle budgétaire, du contrôle des autorisations et des réglementations. Par un transfert de la mise en œuvre des services, les gouvernements deviennent plus flexibles et les citoyens se sentent mieux servis.

La subsidiarité et la co-responsabilité sont à l'évidence complémentaires : lorsque plus de compétences peuvent être exercées, il est plus facile d'impliquer toutes les parties intéressées dans la prise de décision. Comme les cas suivants le montrent, de nombreuses régions ont trouvé des solutions créatives pour instaurer cette nouvelle relation. <

Des démocraties réorientées

La gouvernance en ligne ouvre de vastes possibilités nouvelles pour améliorer les relations entre la société et les gouvernants et les régions innovantes font plus que de fournir simplement un accès aux informations.

Jun, une municipalité andalouse, a proclamé l'accès Internet comme un droit universel et le gouvernement local a formé équipe avec l'université de Grenade et le Massachusetts Institute of Technology pour fournir des ordinateurs gratuits et une initiation à l'utilisation d'Internet à chaque ménage. Et pour montrer que le principe de subsidiarité bien appliqué peut renforcer la participation citoyenne, les étudiants de l'université de Grenade reçoivent un certificat faisant partie de leur cursus lorsqu'ils participent à la réalisation du programme gouvernemental.

Le gouvernement de Catalogne, Espagne, a redéfini les relations intergouvernementales en s'engageant à supprimer pour les citoyens la nécessité de repro-

duire des documents administratifs (p.ex. un certificat de naissance) si celui-ci a déjà été fourni à un autre niveau ou une autre instance administrative. Ceci implique de vastes accords entre les administrations locales et régionales sur le partage d'information à travers leurs réseaux, ce qui a pour corollaire de promouvoir la co-responsabilité pour l'amélioration des services gouvernementaux dans leur ensemble.



De gauche à droite : Kate Denham, Emma McGurrian et Arron Taylor fêtent le succès du Lancashire élu "Région européenne la plus ouverte aux jeunes".

duire des documents administratifs (p.ex. un certificat de naissance) si celui-ci a déjà été fourni à un autre niveau ou une autre instance administrative. Ceci implique de vastes accords entre les administrations locales et régionales sur le partage d'information à travers leurs réseaux, ce qui a pour corollaire de promouvoir la co-responsabilité pour l'amélioration des services gouvernementaux dans leur ensemble.

DenmarksDebatten au Danemark promeut la co-responsabilité entre les élus, l'administration et les politiques à tous les niveaux en donnant accès à des débats publics, des sondages et statistiques concernant la politique, des analyses et prises de position politiques et en envoyant des courriels annonçant des événements et manifestations politiques. À l'avenir, ceci devra permettre à tous les citoyens de communiquer directement avec les responsables politiques.

Le projet Zabalik du parlement régional basque représente une autre tentative de promouvoir la co-responsabilité : les citoyens ont accès en ligne à des débats enregistrés, peuvent s'exprimer eux-mêmes et reçoivent des courriels sur les motions et réunions parlementaires à venir. Zabalik a eu pour

effet de multiplier par deux le nombre de personnes visitant le site Internet du parlement, parce que les débats sont ainsi ouverts au public et que les informations fournies répondent parfaitement aux attentes des citoyens.

→ Toutefois, la gouvernance en ligne ne peut être qu'un volet de la solution ; en effet, ceci comporte le risque d'un "clivage numérique" aussi décourageant et déroutant que le déficit démocratique. C'est pourquoi les régions les plus innovantes redéfinissent également les structures humaines des institutions de la démocratie.

Le Lancashire, Grande-Bretagne, a obtenu le succès le plus remarquable dans ce domaine et a été promu récemment par l'ARE comme la "Région européenne 2003 la plus ouverte aux jeunes". Elle a donné le sens de la co-responsabilité et de la participation citoyenne à sa jeune génération. Le programme comprend 12 "District Youth Councils" élus et un bureau exécutif régional, qui sont une instance de consultation pour les autorités publiques sur toute question, du recyclage de déchets aux transports en commun, en passant par la discrimination. Selon deux membres du Conseil des Jeunes, les jeunes rencontrent régulièrement les élus régionaux dont ils disent qu'"ils nous écoutent réellement et soutiennent notre travail et ils intègrent réellement les jeunes dans la prise de décision et les structures démocratiques".

Le County Council reconnaît que "tous les jeunes n'exprimeront pas leur opinion par le biais de ces structures formelles, surtout ceux que l'on doit considérer comme des marginalisés ou exclus de la société". C'est pourquoi la région cherche activement le contact avec les jeunes handicapés et les jeunes pris en charge par les instances publiques pour concevoir des structures répondant à tous les besoins spécifiques de la population.

Peut-être plus importantes encore que ces mécanismes de consultation formelle sont les valeurs sous-jacentes promues par le Lancashire. Par le biais de l'éducation formelle, des programmes d'échange, des arts, de la musique, du théâtre et des technologies de l'information, la région promeut le multiculturalisme et la citoyenneté active ; par des subventions généreuses et le soutien du bénévolat, la région donne aux jeunes de nombreuses possibilités de mettre ces notions en pratique et de les vivre au quotidien.

À titre d'exemple : le Lancashire Youth Council a initié récemment une campagne progressiste cherchant à "amender la section 28 du "Local Government Act" dont nous avons l'impression qu'elle représentait une discrimination des jeunes homosexuels et lesbiennes". Une autre initiative intéressante est la publication prochaine d'un livre de 100 pages s'intitulant "What Now" et comprenant des informations et des conseils pratiques pour des étudiants en première année concernant

l'alcool, l'argent et le harcèlement. Au Lancashire, le district de Burnley a envoyé un groupe de jeunes défavorisés en Afrique du Sud l'année passée, pour leur permettre de "partager leurs expériences avec d'autres jeunes confrontés aux mêmes barrières entravant leur participation à la vie politique".

Ces projets envers la jeunesse, parmi lesquels ceux du Lancashire, font bien plus qu'améliorer simplement la communication entre les citoyens et le gouvernement ; ils lancent un véritable défi aux jeunes et leur permettent de prendre en charge de manière proactive les programmes et politiques qui ont une influence directe sur leur vie. Il s'agit là d'une relation très étroite entre la société et le gouvernement vers laquelle toutes les démocraties européennes renouvelées devraient tendre.

→ Cette liste de régions innovantes et tournées vers l'avenir ne veut aucunement être exhaustive ; au contraire, elle s'arrête là pour inciter les lecteurs de ce dossier - citoyens et décideurs politiques - à une discussion plus approfondie. L'adresse Internet de la Commission de l'UE fournit des informations concernant de nombreux autres programmes novateurs actuels, et nous espérons que ceci donnera naissance à de nouvelles idées et projets de coopération intergouvernementale. Puisque des populations spécifiques exigent des services spécifiques, la meilleure solution pour une meilleure démocratie ne peut provenir que des citoyens qu'elle concerne directement.* <

Benjamin Sauter
(benjamin.sauter@pomona.edu)

*Les opinions exprimées dans ce Dossier ne reflètent pas obligatoirement celles de l'Assemblée des Régions d'Europe.

Tous les lecteurs du présent dossier sont invités à consulter le site Internet de l'ARE (<http://www.a-e-r.org>) pour de plus amples informations concernant les régions européennes.

Le site Internet de la Commission européenne concernant la gouvernance en ligne http://europa.eu.int/information_society/eeurope/egovconf/index_en.htm est recommandé à toute personne intéressée par l'avenir de la gouvernance en ligne. Une attention particulière pourra être portée sur le guide des expositions 2003 de la gouvernance en ligne.



AER - ARE - VRE Dossier
Faire participer les citoyens à l'évolution de l'Europe
Août 2003

Dossier thématique de l'Assemblée des Régions d'Europe

Directeur de la publication - Klaus Klipp

Rédacteur en chef - Barbara Skoczylas-Thauront

Rédaction - Benjamin Sauter

Secrétariat de rédaction - Francine Huhardeaux

Traduction - Sabine Seubert (F & D)

Conception et mise en page - Agence Contexte - Strasbourg (F)

Impression - OTT - rue Pins - 67310 Wasselonne (F)

Tirage en trois langues : 4 500 ex.

Reproduction autorisée avec mention de la source

ARE - Secrétariat général - Bureaux Europe - 20, Place des Halles
F - 67000 Strasbourg - www.a-e-r.org - Tél. : +33 3 88 22 07 07
Fax : +33 3 88 75 67 19 - E-mail : infopresse@a-e-r.org